

ÉDITO



Bruno LECHAFTOIS,
CE UFR CGT
Santé Action sociale

Histoire d'un jour le 10 mai, jour de naissance de ma grand-mère et de ma première fille.

- **10 mai 1871** : Traité de Francfort : fin de la guerre franco prussienne.
- **10 mai 1903** : Naissance de ma grand-mère paternelle
- **10 mai 1933** : À Berlin, les nazis brûlent plus de 25 000 livres dont les auteurs sont interdits par Hitler.
- **10 mai 1940** : Invasion de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg et de la France par l'Allemagne nazie.
- **10 mai 1963** : Premier 45 tours des Rolling Stones.
- **10 mai 1968** : Première nuit de barricades dans le Quartier Latin.
- **10 mai 1977** : Naissance de notre première fille.
- **10 mai 1981** : Élection de François Mitterrand grâce à l'Union de la Gauche.
- **10 mai 1994** : Élection de Nelson Mandela en Afrique du Sud.
- **10 mai 2001** : La loi Taubira est votée, elle reconnaît l'esclavage comme un crime contre l'humanité. Le 10 mai est devenu la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition.
- **10 mai 2025** : Le 14^{ème} Congrès de la Fédération se prépare ; plus de 1 700 amendements au document d'orientation ont été reçus.
- **10 mai 2025** : Un défilé nazi a lieu à Paris protégé par la police française !
- **10 mai 2025** : À Gaza, la population meurt de faim ou sous les bombes ; tout est détruit. De belles paroles chez les dirigeant-es, mais le génocide continue !
- **10 mai 2025** : Sommet européen à Kiev pour demander le « cessez-le-feu » à Poutine



Où va le monde ?

Je ne sais pas, mais je poursuis la lutte collective pour offrir un monde de paix à mes enfants et petits-enfants. Oui, un autre monde est possible ! La CGT n'arrête pas de le dire !

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. » Berthold Brecht

SOMMAIRE

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------|
| • Compte-rendu CE UFR des 12 et 13 mai 2025 | p.2-3 |
| • Appel du congrès fédéral de Dunkerque | p.4-5 |
| • Motion de soutien aux dockers de Fos-sur-Mer | p.6 |
| • Retraite, égalité femmes/ hommes : défendons les droits conjugaux et familiaux | p.7 |
| • TVA antisociale ! | p.8 |
| • Disparition Etienne-Émile BAULIEU, Inventeur de la pilule abortive | p.9 |
| • Raymond DEVOS « A tort ou à raison » | p.10 |
| • Un livre à mettre entre toutes les mains... | p.10 |
| • Cahier d'été UFR Santé Action sociale à diffuser | p.11 |

COMPTE-RENDU DE LA CE DE L'UFR

DES 12 ET 13 MAI 2025

Présent-es : Michel ARMENGAUD, Patrice BOERO, Gérard BONNEAU, Sylvie BRUNOL, Michèle CARBONNIER, Philippe CRÉPEL, Viviane DEBARGES, Jean-Luc DOUGUET, Françoise GENG, Dominique GUISTI, Bruno LECHAFTOIS, Madeleine LEMAIRE, Pascale LETOMBE, Denis Le ROHELLEC, William MAURY, Hélène MICHAULT, Christine POURRE, Michaëlle RIGODON, Marie-Claude ROUAUX, Edwige SALLÉ

Excusé-es : Bernadette CAZENAVE, Bernard FRIGOUT, Roger Le GUÉNIC, Jean-Louis PERRIN, Danielle VIGNAL, Marceline SÉVÉRAC.

Présidence : Bernard FRIGOUT

Compte-rendu : Michaëlle RIGODON

Rapport d'actualité : Roger LE GUÉNIC

▣ **ACTUALITÉS**

Le rapport d'actualité, a donné lieu, lors du débat, à de nombreux échanges.

Il a rappelé les différents conflits en cours dont la liste ne se réduit pas. Alors que les Américains semblent commencer à se lasser de Trump, beaucoup de pays, souffrent des répercussions des mesures qu'il a prises : les risques de faillites d'entreprises, de licenciements augmentent.

Dans beaucoup de pays, pour trouver des ressources, attaquer les retraites est une cible facile. Mais de l'argent on n'en manque pas pour la course aux armements.

Une camarade remarque que la situation en France est assez identique à ce qui se passe en Europe, excepté peut-être l'Espagne qui connaît une situation plus favorable en termes de salaires et de protection sociale.

Deux lois sont actuellement en débat au parlement. La première par rapport à la fin de vie doit absolument faire avancer la situation en écoutant les soignant-es et pas seulement les médecins. Elle doit permettre d'éviter que les soins de fin de vie ne soient réservés qu'aux plus riches.

La deuxième concerne les médecins et leur installation. Aujourd'hui, les déserts médicaux touchent une grande partie du territoire et pas seulement les zones rurales. Ainsi, alors que la moyenne nationale est de 83,5 médecins pour 100 000 habitants, elle n'est que de 49,8 en Seine-Saint-Denis. De plus, la population est vieillissante et l'on sait que les besoins médicaux des seniors augmentent. Dans ce contexte, on donne trop la parole aux médecins, on les écoute trop, au détriment de la population, souvent en grande difficulté, qui ne semble pas beaucoup intéresser

les médias.

Or un-e médecin coûte 500 à 800 000 € à la société pour être formé-e, somme qui devrait justifier une obligation d'installation là où il y a des besoins. Un-e étudiant-e en promotion professionnelle, dans le domaine de la santé par exemple, se doit de rendre à l'établissement payeur un certain nombre d'années d'exercice, pourquoi est-ce différent pour un médecin ?

Un-e médecin aujourd'hui est un-e salarié-e de la Sécu et des mutuelles ce qui ne l'empêche pas de pratiquer des dépassements d'honoraires souvent exorbitants sources d'une médecine à 3 ou 4 vitesses, à l'inverse les PADHUE (praticien à diplôme hors union européenne) sont exploités-es.

Enfin, les lieux et les modalités d'exercices évoluent : les dispensaires disparaissent, les maisons de santé ou encore les maisons médicales, ou les centres de santé recouvrent des réalités très différentes avec pour certains un fonctionnement proche de celui d'un supermarché !

Suite à l'ensemble de ces échanges, nous décidons de rencontrer le Collectif médecins de l'UFMCT (avec notre propre analyse et positions) et de faire un article sur les déserts médicaux, la santé et l'accès aux soins.

▣ **CONGRÈS FÉDÉRAL À DUNKERQUE DU 19 AU 23 MAI**

• **Commission document d'orientation** : le camarade UFR mandaté au collectif fait état du nombre très important d'amendements. Plusieurs camarades soulignent les aspects contradictoires et incohérents du document, révélant parfois une méconnaissance des repères revendicatifs, une absence de fil conducteur dans la rédaction. La partie sur les retraites et les retraités-es est pauvre.

• **Commission mandats et votes** : 486 délégués-es vont participer au congrès. La commission a dû gérer beaucoup de problèmes liés à des dysfonctionnements de vie syndicale dans les syndicats. Il sera nécessaire que, lors du prochain mandat, la fédération impulse un travail conséquent sur la vie syndicale. Enfin, nous avons appris que sur les 33 délégués-es retraités-es, 24 seulement seront présents-es

• **Commission future direction** : les échanges sont nombreux. Les critères arrêtés, pour retenir les mises à disposition, ont été dépassés (comme celui ajouté sur le nombre de mandats aux CE précédentes) provoquant des tensions fortes au sein de la CE, notre secrétaire général étant exclu

de la liste. Pour certain-es c'est antidémocratique, c'est une atteinte à la direction de l'UFR. La solution viendra du congrès.

▣ **CAMPAGNE DE L'UCR SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE.**

Elle prévoit 100 débats sur la Sécu d'ici juin avec une synthèse lors du prochain comité général. Elle met à la disposition des syndiqué-es un diaporama. Nous pensons que nous pourrions approfondir cette thématique lors d'une prochaine CE.

▣ **INTERVENTION DE GILBERT LIEBEN, CAMARADE SYNDICALISTE BELGE** (Centrale Générale des Services Publics : CGSP)

Gilbert nous présente tout d'abord la situation de la Belgique, état fédéral de 6 millions de Flamand-es, 3,4 millions de francophones, 700 000 germanophones. Actuellement, il y a toujours une vacance du gouvernement fédéral, cela a des conséquences diverses comme l'arrêt de la nomination des professeur-es dans l'enseignement... En fait, les syndicats avec les mutuelles, sont les seules instances nationales.

L'endettement est de l'ordre de 107 % du PIB. Sur le plan social, la situation s'est durcie avec une politique d'austérité, seuls les investissements dans la défense et l'armement vont augmenter de 4 milliards d'euros en 2026 et cela a un impact très fort :

- Les allocations chômage s'arrêtent au bout d'un an entraînant la suppression de milliers de chomeuses

et chômeurs et le gonflement des centres d'aide sociale, aujourd'hui au nombre de 589, qui sont une charge supplémentaire pour les communes.

- Pour partir en retraite, il faut désormais 45 années de cotisations pour bénéficier d'une retraite complète ce qui entraîne une augmentation de l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans pour beaucoup et l'instauration d'une pénalité pour celles et ceux qui partent avant l'âge légal.

- À partir du 1^{er} juillet 2025, l'indexation des pensions, qui intervient actuellement le mois suivant celui où l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires est dépassé, aura lieu plus tard, trois mois après.

On observe une augmentation des mobilisations, des conflits importants en particulier contre la destruction des Services publics. Les grèves sont très suivies, très dures : ce n'est pas le même type de mobilisation qu'en France. Le taux de syndicalisation est élevé de l'ordre de 65 à 70 %, mais cependant, les syndicats n'arrivent pas à mobiliser vraiment pour défendre les retraites. L'extrême droite gagne partout et attise les divisions des gens les uns contre les autres.

En Belgique, il n'y a pas vraiment un code du travail comme en France et le droit social français est plus protecteur que le droit social belge : par exemple, tout licenciement est possible en Belgique avec seulement 2 mois de préavis. L'instance qui se rapprocherait un peu de nos anciens CHSCT s'appelle « le Comité de bien-être au travail » mais a beaucoup de mal à faire appliquer le droit du travail.

RAYMOND DEVOS, À TORT OU À RAISON !

« On ne sait jamais qui a raison ou qui a tort.

C'est difficile de juger. Moi, j'ai longtemps donné raison à tout le monde.

Jusqu'au jour où je me suis aperçu que la plupart des gens à qui je donnais raison avaient tort !

Donc, j'avais raison !

Par conséquent, j'avais tort !

Tort de donner raison à des gens qui avaient le tort de croire qu'ils avaient raison.

C'est-à-dire que moi qui n'avais pas tort, je n'avais aucune raison de ne pas donner tort à des gens qui prétendaient avoir raison, alors qu'ils avaient tort !

J'ai raison, non ? Puisqu'ils avaient tort !

Et sans raison, encore ! Là, j'insiste, parce que ... moi aussi, il arrive que j'aie tort.

Mais quand j'ai tort, j'ai mes raisons, que je ne donne pas.

Ce serait reconnaître mes torts !!!

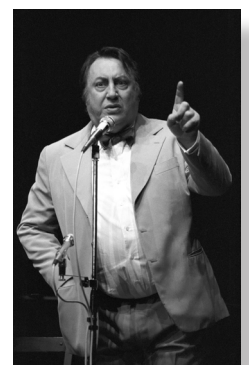
J'ai raison, non ? Remarquez ... il m'arrive aussi de donner raison à des gens qui ont raison.

Mais, là encore, c'est un tort.

C'est comme si je donnais tort à des gens qui ont tort.

Il n'y a pas de raison !

En résumé, je crois qu'on a toujours tort d'essayer d'avoir raison devant des gens qui ont toutes les bonnes raisons de croire qu'ils n'ont pas tort ! »



Raymond DEVOS,
humoriste né le
9 novembre 1922
en Belgique et
mort le
15 juin 2006
à Saint-Rémy-
lès-Chevreuse
(Yvelines)

APPEL DU 14^{ème} CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

du 19 au 23 mai 2025

« DES LUTTES LOCALES A L'OFFENSIVE GENERALE »

470 délégués CGT venus de toute la France des secteurs publics et privés de la santé et action sociale, ont participé au XIV^{ème} congrès de leur Fédération à Dunkerque. Les délégués ont partagé leurs réflexions, leurs revendications et leurs luttes.

Dunkerque qui, à travers ses transports publics gratuits, parvient à appliquer le slogan « fin du monde, fin du mois, même combat ! », préoccupation de nombreux congressistes.

Les délégués du Congrès apportent leur soutien aux grévistes d'Arcelor-Mittal du site de Dunkerque et portent la revendication : « Nationalisation sans indemnité, ni rachat ! Aucun licenciement, Maintien de tous les emplois ! »

La situation mondiale est une véritable marche à la guerre et à l'exploitation capitaliste. Les congressistes tiennent tout d'abord à réaffirmer leur totale solidarité et soutien aux peuples opprimés dans le monde : génocide du peuple Palestinien par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, massacre et pillage en Ukraine par Poutine, massacre et pillage des Pays d'Afrique par les forces néocoloniales... et tant d'autres victimes des conflits armés dans ce monde ! Les congressistes exigent que tous les exilés arrivant sur le territoire français, victimes de ces guerres et de l'exploitation capitaliste et du réchauffement climatique, puissent être accueillis dignement dans le respect des droits humains.

La CGT s'oppose fermement au fascisme. Combattre l'extrême droite et ses idées nauséabondes fait partie intégrante de notre histoire, une histoire que tous nos militants doivent s'approprier. L'extrême droite trompe le peuple et divise les travailleurs ; c'est pourquoi nous devons défendre haut et fort nos valeurs et nos revendications dans tous nos syndicats, auprès de tous les militants et collègues de travail. Non au racisme d'État !

Le gouvernement Macron-Bayrou impose une économie de guerre contre les peuples et les travailleurs. Il consacre 416 milliards au budget des armées à travers la Loi de Programmation Militaire 2023-2030. Il veut imposer pour 2026 40 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les services publics, dont 20 milliards sur la santé et la Sécurité Sociale. En France, cette offensive majeure contre les travailleurs s'appuie sur la réduction de la dette publique.

Pire et encore jamais vu, le premier ministre Bayrou s'adresse par circulaire le 23 avril 2025, à **toutes les ARS en exigeant la réalisation immédiate de 1,1 milliards d'euro d'économies** sur l'ensemble des structures publiques, privées de la santé et action sociale. Les conséquences sont déjà dramatiques, parfois mortelles, pour les usagers et les professionnels. Mortelles, notamment pour les femmes qui subissent des violences systémiques, face auxquelles les moyens alloués restent dramatiquement insuffisants pour assurer leur protection.

Le gouvernement n'épargne pas les militants syndicaux, et les répressions syndicales, allant jusqu'au licenciement, se durcissent contre celles et ceux qui luttent au quotidien pour améliorer notre système de santé et d'action sociale.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale, consciente des responsabilités qui lui incombent et des attentes des syndiqués CGT et des professionnels, invite tous les syndicats à organiser la mobilisation en s'appuyant sur la lutte des classes, avant les discussions budgétaires, autour des revendications suivantes :

- **Plan d'Embauche immédiat des 400.000 professionnels manquants, agents sous statut de la Fonction Publique Hospitalière et salariés de la Santé privée (100.000 hospitaliers, 200.000 personnels des EHPAD et 100.000 personnels de l'Action Sociale),**
- **Retrait du Plan Macron-Bayrou et de ses 40 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les services publics,**
- **Retrait de la circulaire Bayrou du 23 avril 2025 avec ses 1,1 milliards d'économies sur la santé, les EHPAD et l'Action Sociale,**
- **Abrogation de la réforme des retraites, retour à un départ à 60 ans sans décote et 55 ans pour les métiers pénibles, étendue aux salariés du privé,**
- **Urgence de la reconquête de la Sécurité Sociale pour une Sécu intégrale gérée par les travailleurs,**
- **Réouverture et maintien de tous les services, lits et places à l'hôpital, dans les EHPAD et dans l'Action Sociale, afin de garantir une prise en charge et des soins de qualité.**
- **Fusion des CCN (Conventions Collectives Nationales) du médico social et de l'action sociale en une CCUE (Convention Collective Unique Etendue) de haut niveau associée au SEGUR pour toutes et tous,**
- **Augmentation générale des pensions et des salaires.**

Les délégués du Congrès réaffirment l'urgente nécessité d'abolir la réforme des retraites Macron et de maintenir tous les régimes spéciaux et particuliers, dont la CNRACL. Ils appellent à un mouvement d'ensemble, dans l'unité des travailleurs de tous les secteurs, en commençant par la mobilisation du 5 juin 2025. C'est par la lutte de classe et la mobilisation massive que les travailleurs gagneront leurs revendications, et non dans les conclaves ou les cellules de crise avec le patronat sous l'autorité de l'État.

L'ensemble des délégués affirment leur volonté de faire converger toutes les luttes locales au niveau national.

Les délégués décident d'une mobilisation nationale dès le mois d'octobre 2025 avant les premières discussions du budget de la Sécu, devant le ministère de la Santé à Paris.

Les délégués donnent mandat à la Fédération pour impulser et coordonner la mobilisation qui doit partir de nos établissements et appeler à une grève massive, reconductible et générale pour faire aboutir nos revendications !

Nous sommes conscients que pour assurer le succès, l'unité d'action est indispensable à tous les niveaux.

Organisons-nous dès maintenant :

«L'argent pour la Sécu, pas pour les Obus !»

PALESTINE :

LA FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE
APPORTE SON SOUTIEN TOTAL AUX DOCKERS DE FOS-SUR-MER

ARRÊT DES LIVRAISONS D'ARMES À ISRAËL, STOP AU GÉNOCIDE, STOP AUX COMPLICITÉS DE GÉNOCIDE

Ce jeudi 4 juin, les dockers de Fos-sur-mer avec leur syndicat CGT ont décidé de bloquer 14 tonnes de pièces militaires à destination d'Israël. Les dockers de Gènes en Italie et les dockers grecs ont immédiatement déclaré qu'ils empêcheraient à leur tour tout accostage du navire de la société israélienne Zim qui contient les 19 palettes d'équipements militaires Eurolink (entreprise marseillaise). Hier, nos camarades de Fos ont bloqué deux autres conteneurs qui contiennent des tubes de canon fabriqués par la société Aubert et Duval à Firminy.

Ce sont les armes livrées à Israël qui assassinent nos collègues hospitaliers, qui tuent les médecins, qui détruisent les hôpitaux, qui imposent la famine...

Seule la complicité de ceux qui continuent à armer Israël rend tout cela possible ! Par ses actes, l'état français et le président Macron sont complices du génocide.

Nos camarades dockers ont refusé de participer au génocide à Gaza et aux exactions coloniales en Cisjordanie. Par leur action, ils nous donnent à voir que le mouvement ouvrier a la capacité d'agir concrètement.

Nous saluons leur responsabilité, leur détermination et leur courage. Ils font l'honneur de toute la CGT !

Toute notre solidarité va à ceux qui subissent les guerres. Tout notre soutien va à ceux qui se mobilisent contre la guerre, victimes de calomnies et de répressions.

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale appelle toutes ses structures à amplifier le rejet du génocide en cours, à participer aux manifestations pour le cessez le feu et à s'engager dans les mouvements en solidarité avec le peuple palestinien.

**SOLIDARITÉ AVEC LES DOCKERS
SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN - CESSEZ LE FEU IMMÉDIAT
ENTRÉE IMMÉDIATE DE L'AIDE HUMANITAIRE ET MÉDICALE**



Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale

Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX / Tél : 01.55.82.87.49 / www.sante.cgt.fr / sg@sante.cgt.fr

RETRAITE, ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES : **DÉFENDONS LES DROITS CONJUGAUX ET FAMILIAUX**

Les droits conjugaux et familiaux à la retraite assurent une redistribution, qui permet notamment de compenser une partie des inégalités entre femmes et hommes.

Ainsi, les écarts de pension entre femmes et hommes sont de 38 %, mais ne sont plus « que » de 26 % avec les pensions de réversion en cas de décès au sein d'un couple marié. De même que les majorations de durée d'assurance accordent des trimestres pour avoir eu des enfants, principalement pour les femmes, contrebalançant, en partie, les incidences négatives sur leur carrière.

QUI VEUT TUER LES DROITS CONJUGAUX ET FAMILIAUX ?

La réforme Fillon de 2003 a réduit drastiquement les droits familiaux accordés pour chaque enfant dans la Fonction publique : au lieu de la bonification d'un an cotisé, pour les enfants nés depuis le 1^{er} janvier 2004, c'est seulement deux trimestres de majoration de durée d'assurance qui comptent pour annuler la décote (= 6 mois de réduction de décote au lieu d'un an de durée cotisée) !

La réforme 2023 a considérablement dégradé l'effet positif des droits conjugaux et familiaux dans le régime général du secteur privé : repousser de deux ans l'âge de départ peut rendre inopérants les trimestres acquis via la majoration de durée d'assurance (MDA), deux ans représentant déjà 8 trimestres de vie au travail, volés sur les années à la retraite. Des menaces pèsent aussi sur la pension de réversion. Histoire d'allumer un contre-feu en 2023, Elizabeth BORNE avait missionné le Conseil d'orientation des retraites (COR) pour revoir les droits conjugaux et familiaux, mais « à budget constant », donc déjà avec des perdants et surtout des perdantes, pour soi-disant un gain d'un autre côté ! **La remise du rapport du COR est prévue à l'automne en plein débat budgétaire, donc sous la menace de violentes coupes budgétaires dans les Services publics et la Protection sociale et avec les exonérations exponentielles des cotisations sociales accordées au patronat.**

Comme Emmanuel Macron a pris soin de casser l'impartialité du COR, en nommant à sa tête un économiste ultralibéral, Gilbert CETTE, les méthodes de travail, reposant sur des questionnaires fermés indigents et les scénarios

mis à l'étude par celui-ci, vont encore plus loin dans la dégradation des droits. De nombreuses perdantes pourraient figurer chez les femmes aux pensions les plus modestes et ayant eu trois enfants : une baisse de 73 % de la pension est citée dans un modèle mis en avant ! De plus, les scénarios vont bien plus loin qu'un rééquilibrage à budget constant, il s'agit pour Gilbert CETTE et la macronie de participer à la recherche d'économies au détriment de la solidarité.

Le gouvernement balaye toutes les propositions, notamment celles de la CGT pour améliorer les droits sans faire de perdant-es.



Dès la rentrée, mobilisons-nous, alertons sur ce qui se trame, dénonçons l'augmentation des inégalités, engendrées par les contre-réformes des retraites, notamment envers les femmes et débattons des propositions de la CGT sur la retraite sans oublier les droits familiaux et conjugaux ! L'UFR est à votre disposition pour organiser vos débats.

LE COMBAT CONTINUE POUR L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES !

Après plus de deux ans d'un mouvement de contestation qui n'a jamais cessé, ce jeudi 5 juin 2025, les député-es ont pu se prononcer

sur la réforme des retraites pour la première fois depuis son adoption par 49.3 ! Une résolution pour l'abrogation a été votée à une large majorité des présent-es. Ce vote est le reflet de la volonté de l'écrasante majorité de la population et le fruit de la bataille sociale engagée début 2023 et poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Des solutions existent pour financer les retraites, assurer l'équilibre et reconquérir la retraite à 60 ans avec départ anticipé pour pénibilité. Elles passent en particulier par l'augmentation des salaires, l'égalité salariale femmes-hommes, et donc par la réappropriation des richesses créées par le travail et captées par le capital.

La page de la réforme Macron/Medef des retraites n'est décidément pas tournée !

Poursuivons la bataille pour son abrogation et le retour à la retraite à 60 ans.

CONTRE LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DE 40 MILLIARDS €, SAUF POUR LES RICHES, ANNONCÉ PAR LE GOUVERNEMENT, PRÉPARONS UNE RENTRÉE SOCIALE OFFENSIVE.

TVA SOCIALE : MESURE ANTI-SOCIALE !!!

Macron et Bayrou, le président du MEDEF, l'ancien ministre de l'Économie LEMAIRE remettent sur le tapis une proposition pour exonérer une fois de plus le patronat des cotisations sociales qui financent la Sécurité sociale. Sarkozy quand il était président avait déjà envisagé cette véritable arnaque sociale.

UN IMPÔT TRÈS INÉGALITAIRE

La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) est un impôt sur la consommation. À l'inverse des cotisations sociales qui sont proportionnelles, le taux payé est le même pour toutes et tous, quels que soient les revenus. Donc elle va amputer gravement le pouvoir de vivre des moins riches et surtout des plus pauvres. Nous la payons déjà et une hausse va entraîner mécaniquement une hausse des prix, donc une baisse de la consommation, donc une récession économique et de l'emploi.

C'est un risque aussi pour notre environnement, car elle favorise la consommation sans tenir compte de ressources naturelles...

UNE NOUVELLE ATTAQUE SUR NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE

En 1990, les cotisations sociales assuraient plus de 92 % du financement de la Sécu, maintenant, c'est seulement 49 % à cause des exonérations des cotisations patronales qui profitent principalement aux actionnaires.

Pourtant, notre système universel et solidaire de Sécurité sociale, dont nous allons fêter en septembre les 80 ans, doit être financé par le fruit de notre travail avec le salaire différé versé en cotisations sociales pour nos employeurs.

Plus que jamais portons nos propositions d'une Sécurité sociale intégrale financée par les cotisations sociales. Les cotisations du patronat sont sociales : c'est une partie de notre salaire qui permet d'alimenter notre bien commun la Sécurité sociale.

La TVA est totalement et profondément anti-sociale, il nous faut désamorcer cette campagne fallacieuse qui est une véritable escroquerie de nos dirigeants politiques et du patronat.





(((•)))

**Lire sans faute
et diffuser largement :**

- ➔ le Mémo éco n°148 - La sécurité sociale en grand danger : vers un retour de la TVA sociale ?
- ➔ L'article de la Vie Ouvrière « TVA sociale, une marotte patronale »

DISPARITION ÉTIENNE-ÉMILE BAULIEU,

INVENTEUR DE LA PILULE ABORTIVE

Etienne-Émile Baulieu, docteur en médecine en 1955 et docteur ès sciences en 1963, directeur d'une unité de recherche à l'INSERM¹ et professeur de biochimie à l'Université Paris-Saclay, est décédé le 2 juin 2025 à l'âge de 98 ans. Il a été professeur émérite au Collège de France² et président de l'Académie des sciences françaises.



En inventant en 1982 la mifépristone, ou RU 486, plus connue sous le nom de pilule abortive, le chercheur français a révolutionné l'IVG, donc la vie des femmes. Aujourd'hui, 78 % des avortements réalisés en France sont médicamenteux. Cette méthode est préférée jusqu' à 5 semaines d'aménorrhée (49 jours) ou en combinaison avec des prostaglandines jusqu'à neuf semaines d'aménorrhée (63 jours). Elle ne nécessite ni intervention chirurgicale, ni anesthésie, et ne présente pas les risques évoqués par les méthodes d'aspiration.

Etienne BAULIEU est né Émile BLUM en 1926 à Strasbourg. Son père Léon BLUM (un homonyme de l'homme politique socialiste) meurt quand son fils aîné a trois ans. Il prend le nom d'Etienne BAULIEU, quand il s'engage dans la Résistance à l'âge de 15 ans. Refusant de devenir une victime comme des millions de juifs, il intègre le maquis en 1944 : « *La nuit, je pouvais participer à des tas d'actions : écrire et distribuer des tracts, casser les vitres de la Milice, saboter le départ des trains partant en Allemagne. Ma mère n'en savait rien. J'ai partagé mon temps entre le lycée et le maquis* » (interview du Monde en 2023).

A la Libération, il choisit la médecine et plus précisément l'endocrinologie, comme son père médecin qui avait développé l'insulinothérapie en France : « *Je voulais être digne de cette famille. On y vénérât le travail, la science, la patrie. On y dédaignait la soif d'enrichissement personnel et les honneurs.* »

UNE VIE DÉDIÉE À LA SCIENCE

L'autre combat scientifique d'Étienne BAULIEU, aura été celui contre le vieillissement, mais qu'il n'a pas mené à termes. Il a été un des premiers à étudier

le rôle des neurostéroïdes dans le vieillissement cérébral et à faire des recherches pour le traitement de la maladie d'Alzheimer.

LA DÉCOUVERTE TRÈS POLITIQUE DU RU 486

Le RU 486 ou mifépristone est le nom de la pilule abortive, donné par le laboratoire privé ROUSSEL-UCLAF dans lequel

Émile BAULIEU a développé sa recherche. Ancien militant communiste, le mélange des genres entre Privé et Public lui sera reproché par les milieux de gauche.

Mais cette découverte provoque surtout une levée de boucliers furieuse à droite des milieux religieux et patriarcaux hostiles à l'avortement. Émile BAULIEU est attaqué violemment. Aux USA il est comparé au médecin nazi et criminel de guerre Josef MENGELE. En France le chantre anti-IVG, le Pr Jérôme LEJEUNE, l'accuse à la TV d'avoir inventé un pesticide « *qui fera plus de morts qu'Hitler, Mao et Staline réunis* » !

L'avocate Gisèle Halimi, défendra avec le mouvement féministe le droit des femmes à avoir le choix : « *Le problème de l'interdiction de cette pilule est un problème qui est révélateur d'un état de notre société aujourd'hui, où l'Église dans sa hiérarchie cléricale entend faire la loi. Alors que, répétons-le, avortement ou pilule, aucune femme que ses convictions religieuses philosophiques, ou politiques empêcheraient de pratiquer ou d'utiliser la pilule, n'est contrainte de le faire.* »

La pilule découverte en 1982 est disponible en France que le 23 septembre 1988, mais un mois après le groupe ROUSSEL-UCLAF décide de la retirer sous une très forte pression. Le Ministre de la santé qui vient d'être nommé, Claude ÉVIN menace d'obliger le groupe pharmaceutique de la commercialiser à nouveau : « *Le RU 486 est devenu la propriété morale des femmes.* ». Le groupe pharmaceutique revient finalement sur sa décision pour enfin la commercialiser en France et dans d'autres pays comme en 1991 en Grande-Bretagne et en 2000 aux USA.

¹ Créé en 1964, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche. Dédié à la recherche biologique, médicale et à la santé humaine, il se positionne sur l'ensemble du parcours allant du laboratoire de recherche au lit du patient.

² Être élu professeur au Collège de France, est l'une des plus hautes distinctions de l'Enseignement supérieur français. Le Collège compte une cinquantaine de chaires, dont l'objet change en fonction des derniers développements de la science (une chaire pouvant, par exemple, être consacrée à la littérature après l'avoir été à la médecine). Le titulaire de la chaire est élu par ses pairs en fonction de ses travaux antérieurs et non de ses titres universitaires. Le collège de France dispense des cours de haut niveau qui sont gratuits, non diplômants et ouverts à tout le monde sans condition ni inscription : <https://www.college-de-france.fr/fr>

Face au refus du laboratoire de la commercialiser en Chine, la pilule est copiée par les autorités de Pékin.

Des chercheuses concluent dans un article de l'Institut national d'études démographiques (INED)³ de novembre 2024 : « Cinquante ans après la loi Veil, les modalités de recours à l'IVG ont changé : la méthode médicamenteuse est devenue largement majoritaire ainsi que la prise en charge des IVG hors établissement de santé, qui a particulièrement crû depuis la crise sanitaire. Le cadre légal français de l'avortement permet une pluralité de lieux, de professionnel·les et de méthodes selon le motif (médical ou non) et la durée de grossesse. Cette pluralité de l'offre est toutefois hétérogène sur le territoire, contraignant les modalités, les conditions et, par extension, la possibilité de choisir la manière d'interrompre une grossesse.

Dans un contexte où le droit et l'accès à l'avortement reculent dans de nombreux pays, l'inscription de la « liberté garantie à la femme » de recourir à l'IVG dans la Constitution en 2024 revêt assurément une forte portée symbolique. Cependant, le flou de la notion de « liberté garantie » et la responsabilité laissée au législateur d'en établir les conditions ne permettent de garantir ni le contenu de la loi et ni son effectivité sur le terrain. Au-delà du cadre légal, les modalités d'accès peuvent être contraintes par d'autres facteurs comme les difficultés d'approvisionnement



en comprimés abortifs, la clause de conscience des praticien·nes, etc... L'accès peut à l'inverse être facilité par un maillage large et pérenne de l'offre abortive, par une bonne articulation entre l'hôpital et les autres acteurs, et une garantie de choix de la méthode. »

Pour la CGT la mobilisation demeure nécessaire pour que l'accès à l'avortement soit effectif et égal pour toutes⁴ comme la lutte contre la fermeture de maternités qui détériore le choix de l'IVG ainsi que l'offre de suivi gynécologique des femmes, quel que soit leur âge.

Sylvie BRUNOL, CE UFR Santé Action sociale

3 https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/35364/627f_ined.fr.pdf

4 Communiqué confédéral CGT : <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/la-loi-sur-lavortement-arrachee-en-1975-50-ans-une-lutte-exemplaire-toujours-dactualite>

UN LIVRE À METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS... ...NOTAMMENT DES MÉDECINS !

« Où vont les larmes quand elles sèchent »

L'auteur, Baptiste BEAULIEU, est médecin généraliste le jour et romancier la nuit.

Dans ce roman, il nous accompagne dans son cabinet à la rencontre de ses patient·es et de ses questionnements. Il nous décrit son quotidien avec bienveillance, partage et sincérité.

Les émotions se succèdent et « on rit et on pleure » en lisant ce livre, comme l'écrit la romancière, Virginie Grimaldi.

Il a écrit d'autres romans toujours dans cette veine émotionnelle et un recueil de son blog adapté en bande dessinée : « Alors voilà : les 1001 vies des urgences » en 2017.

En parallèle de ses activités littéraires, Baptiste Beaulieu exerce son métier de généraliste, s'est spécialisé en addictologie et aide les foyers sociaux pour femmes victimes de violence conjugale. Auteur engagé, il défend les droits des personnes LGBTQ+.

Réhumaniser les relations entre soignants et soignés est un de ses leitmotivs.

Je vous invite à partager la croyance en l'humain et à laisser parler vos émotions en lisant ce livre.

Je dédie ce moment à tous les médecins...

Bruno LECHAFTOIS,
CE UFR Santé Action social




BEAULIEU Baptiste,
Où vont les larmes quand elles sèchent,
2023, éditions l'Iconoclaste,
227 pages, réédité en collection poche aux éditions Proche


CAHIER D'ÉTÉ UFR SANTÉ ACTION SOCIALE À DIFFUSER LARGEMENT

L'UFR CGT a élaboré un cahier d'été pour préparer une rentrée offensive. L'UFR est à disposition des organisations syndicales pour vous aider à réaliser vos initiatives.

Le Cahier d'été est disponible sur le site fédéral [ici](#).




Cahier d'été 2025



SOMMAIRE

Pas de relâche cet été pour une rentrée offensive.....	2
Sommaire.....	3
Les 10 différences.....	4
Le voilier-école « Duchesse Anne ».....	5
130 ans CGT : quelques dates de sa création à 1995.....	6
Mots croisés.....	7
Il y a 80 ans : les Françaises votaient pour la première fois.....	8
Le long et dur chemin de l'égalité femmes/hommes.....	9
Le RN ment et on le prouve.....	10
Pour son avenir, l'Humanité n'a d'autre chemin que la Paix.....	11
La Sécurité sociale a 80 ans.....	12
Les artisans de la Sécurité sociale.....	13
Quelques dates de la Sécurité sociale.....	14
Une Sécurité sociale du XXI ^{ème} siècle.....	15
Pour des salaires et des pensions dignes du 21 ^{ème} siècle.....	16
Comment financer les retraites ?.....	17
Lutter pour le droit à la Santé inaliénable et universel.....	18
Sudoku.....	19
Quizz Vie syndicale retraité-es.....	20
Solutions.....	21-23
Contact UFR Santé Action sociale CGT.....	24



L'UFR a assuré un stand pendant tout le congrès fédéral à Dunkerque

Le cahier d'été a été remis à tous les congressistes à Dunkerque, ainsi que le dernier numéro de Vie Nouvelle.

Nous avons à disposition des congressistes :

- ▶ des badges UFR,
- ▶ badge UCR Sécurité Sociale
- ▶ diverses publications :
 - « Lettres en direct de l'UFR »,
 - Cahier d'été,
 - Triptyque de syndicalisation UFR,
 - Vie Nouvelle,
 - VO...

À bientôt au prochain CNF à Montreuil...

